

**PROCES-VERBAL  
DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX  
Mardi 4 Mai 2021**

**Sous la Présidence de Monsieur Norbert GRAVES**

Monsieur le Président procède à l'appel des membres de la C.C.S.P.L.

**Membres présents :**

Monsieur Norbert GRAVES  
Monsieur Jacques ROCCI  
Madame Demei YEDLI  
Madame Françoise CAPMAL  
**Membres élus du Conseil Municipal**

Madame Pauline FIRMAN – Présidente « Association Comité des Fêtes de Saint James ».  
Monsieur Louis FANUCCI – Président « Association Syndicale Libre "Domaine du Vallon" ».  
**Représentants d'associations**

**Membres absents / excusés :**

Madame Catherine MATSAERT  
Monsieur Jérôme BEAUTHÉAC  
Monsieur Christophe ROISSAC  
**Membre élu du conseil municipal**

Monsieur Alain AUTHÉMAN – Président « UNRPA "Les Nougatous" ».  
Monsieur Fabrice ZANGLA – Président « Association 600 commerces ».  
**Représentants associations**

**Personnes invitées :**

Mr Thomas MONTAGNIER - Directeur Territoire - SAUR  
Monsieur Guillaume GONZALEZ – Chef de Secteur – SAUR  
Madame Sophie GADANHO - SAUR  
Monsieur Cyrille AUBRY - SIÉ SODEXO  
Monsieur Claude CHAMBARD - DALKIA  
Madame Marie-Anne GALAUP - DALKIA  
Monsieur Julien DAMIAN - DALKIA OMNITHERM  
Madame Chrystel BARTHELEMY – OGF  
Monsieur Florian JARRY – OGF  
Madame Aurane DELIBEROS – OGF  
Madame Catherine RODRIGUEZ - OGF  
Madame Emmanuelle RISBOURG. DGA  
Monsieur Nicolas MÉOU. DGA  
Monsieur Hervé HOSTACHY, Directeur de la Commande Publique et des Affaires Juridiques  
Monsieur Pierre PELLET, Directeur du Cadre de Vie et de l'Aménagement de la ville  
Monsieur Xavier RANCHON, Directeur de l'Education et de la Réussite Educative de la ville  
Monsieur Yves TANI, Directeur des Bâtiments  
Monsieur Stéphane BEYSSIER, technicien bureau d'études

Monsieur Thomas BADIN, technicien bureau d'études aménagement  
Monsieur Frédéric BAYLE, Service Cimetières

Secrétaire de séance : Stéphane BEYSSIER



**Monsieur le Président** : « Le quorum étant atteint, la CCSPIL peut valablement délibérer. Je vous rappelle que nous sommes réunis en application des dispositions de l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour examiner les rapports mentionnés à l'article L.1411-3 du CGCT établis par les délégataires de services publics ainsi que le rapport du maire sur le prix et la qualité du service public d'eau potable visé à l'article L.2224-5 du CGCT II.

Je vous propose maintenant de démarrer l'ordre du jour.

### **ORDRE DU JOUR**

- Rapport du délégataire du service public de distribution d'eau potable – exercice 2020,
- Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable - exercice 2020,
- Rapport du délégataire du service public de restauration scolaire et municipale et de partage de repas à domicile – exercice 2020,
- Rapport du délégataire du service public de production et de distribution de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire de la zone d'habitat de Pracomtal – exercice 2020,
- Rapport du délégataire de service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire – exercice 2020.

#### **1 - Rapport du délégataire du service public de distribution d'eau potable,**

Il est rappelé que l'exploitation du service public de distribution d'eau potable a été confiée à la société SAUR par contrat d'affermage conclu le 1<sup>er</sup> septembre 2011 pour une durée de huit (8) ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011, et son Avenant du 21 juin 2018 prolongeant le contrat jusqu'au 31 décembre 2023.

Ce rapport est établi au titre de l'année 2020, conformément aux dispositions des articles 53,54 et 55 du contrat précité et de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

En application de l'article L.1413-1 du C.G.C.T., ce rapport annuel du délégataire est soumis à l'examen de la Commission qui est appelée à faire part de son avis.

#### **QUESTION :**

L.FANUCCI : L'étude de vulnérabilité du réseau est-elle faite sur une base réglementaire ?

#### **RÉPONSE :**

Délégataire : oui c'est une base réglementaire. C'est l'ARS qui fixe les règles.

#### **QUESTION :**

N. GRAVES / L.FANUCCI : A quel correspond la différence entre l'eau distribuée et l'eau consommée ?

#### **RÉPONSE :**

Délégataire : aux pertes du réseau et aux volumes de service (incendie, nettoyage du réseau)

**QUESTION :**

N. GRAVES / L.FANUCCI : Un rendement de 87.59 % est-il un bon rendement ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : Oui, le rendement national est de 79,9 %

T.BADIN : le rendement est en fonction de l'entretien du réseau. Les textes préconisent 2% / an. Les collectivités dans le réalisé sont à 0.4%. Il n'y a pas de coût linéaire de renouvellement. Une rue plate avec peu de branchement est moins chère qu'un centre-ville avec beaucoup d'abonnés au ml et d'autres réseaux à croiser. Le prix parfois donné de 1.5 M€ / Km n'est pas justifié.

**QUESTION :**

N. GRAVES : Les travaux sur le réseau d'eau pourraient-ils être tous pris sur le budget de l'eau ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : Oui mais le prix de l'eau serait alors augmenté.

**QUESTION :**

N. GRAVES : Il est déjà assez cher ?

**RÉPONSE :**

T. BADIN : Non, la part du prix de l'eau est de 1,41 €/m3 pour une moyenne nationale à 2.07€/m3

N. GRAVES : « S'il n'y a pas d'autres questions, je vous propose de constater que la Commission a pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public de distribution d'eau potable établi au titre de l'année 2020 et de passer à l'examen du rapport du Maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable au titre de l'année 2020.

Avis de la C.C.S.P.L. : la commission déclare avoir pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public de distribution d'eau potable pour l'année 2020.

## 2 – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable

Il est rappelé que ce rapport est établi par le maire au titre de l'année 2020, conformément aux dispositions des articles D.2224-1 à D.2224-5 du C.G.C.T.

En application de l'article L.1413-1 du C.G.C.T., ce rapport du maire est soumis à l'examen de la Commission qui est appelée à faire part de son avis.

**QUESTION :**

N. GRAVES : Quel est le problème de la ressource de la Bâtie ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : Le captage de la Tour est considéré comme prioritaire car la quantité est disponible, mais il a des problèmes de Nitrates et de pesticides. Ce qui explique la production de 0%.

N. GRAVES : « S'il n'y a pas de question, je vous propose de constater que la Commission a pris acte du contenu du rapport annuel du Maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable établi au titre de l'année 2020 et de passer à l'examen du rapport du délégataire du service public de restauration scolaire et municipale et de portage de repas à domicile.

Avis de la C.C.S.P.L. : la commission déclare avoir pris acte du contenu du rapport annuel du Maire sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable pour l'année 2020.

### **3 – Rapport du délégataire du service public de restauration scolaire et municipale et de portage de repas à domicile**

Le service public de la restauration scolaire et municipale et de portage de repas à domicile a été confiée à l'entreprise Société Française de Restauration et Services (nom commercial SODEXO) pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 par contrat d'affermage en date du 27 juin 2019.

Ce rapport est établi au titre de l'année 2020, conformément aux dispositions de l'article 40 du contrat précité et de l'article L.1411-3 du C.G.C.T.

En application de l'article L.1413-1 du C.G.C.T., ce rapport annuel du délégataire est soumis à l'examen de la Commission qui est appelée à faire part de son avis.

#### **QUESTION :**

L.FANUCCI : Le fonctionnement en Sell ne crée-t'il pas du gaspillage supplémentaire ?

#### **RÉPONSE :**

X. RANCHON : Les maternelles sont servies à table. Le Sell ne concerne que les enfants des classes élémentaires. Le temps du repas est encadré par le pèriscolaire et les animateurs surveillent pour inciter les enfants à se limiter eux-mêmes.

#### **QUESTION :**

L. FANUCCI : Quelles sont les questions des enquêtes de satisfaction ?

#### **RÉPONSE :**

Délégataire : Elles figurent en annexe du Rapport.

#### **QUESTION :**

F. CAPMAL : Le BIO des cantines est-il local ?

#### **RÉPONSE :**

Délégataire : nous utilisons la plateforme AGRICO.

#### **QUESTION :**

L.FANUCCI : Le délégataire a-t-il la possibilité de faire travailler les sociétés locales ?

#### **RÉPONSE :**

Délégataire : Oui. Pour le pain par exemple, les boulangeries de Montélimar. Pour le reste, la multiplication des producteurs, leur possibilité à satisfaire la demande et la sécurité alimentaire pour les livraisons, justifie le recours à une plateforme. La loi « ÉGALIM » impose 25% de BIO et 30% du Labelisé.

#### **QUESTION :**

N. GRAVES : Les saisons sont-elles respectées ?

#### **RÉPONSE :**

Délégataire : Oui. Il n'y a jamais de tomates en hiver par exemple.

#### **QUESTION :**

L.FANUCCI : Dans le cadre des formations des agents du délégataire, y a-t-il une formation au 1<sup>er</sup> secours (exemple : si un enfant s'étouffe) ?

#### **RÉPONSE :**

Délégataire : Non, cette formation n'est pas pratiquée.

**RÉPONSE :**

Déléataire / X. RANCHON : Il convient de vérifier si les animateurs ont été formés car ils sont avec les enfants.

**QUESTION :**

L.FANUCCI : Si une famille ne paye pas pour son enfant, que se passe-t-il ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : Les enfants présents sont tous traités sans distinction pour la prise de repas.  
 La procédure de recouvrement du délégataire se fait à posteriori. Si l'argent n'est pas récupéré au bout du délai prévu, c'est la ville qui rembourse le délégataire (41000 € en 2020, soit 6%) et le Trésor Public engage alors le contentieux.

**N. GRAVES :** Il s'il n'y a pas d'autres questions, je vous propose de constater que la Commission a pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public de restauration scolaire et municipale et de portage de repas à domicile établi au titre de l'année 2020 et de passer à l'examen du rapport du délégataire du service public de production et de distribution d'énergie calorifique pour l'alimentation en chauffage et en eau chaude sanitaire de la zone d'habitat de Pracomtal au titre de l'année 2020.

**Avs de la C.C.S.P.L :** la commission déclare avoir pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public de restauration scolaire et de portage à domicile au titre de l'année 2020.

**4 – Rapport du délégataire du service public de production et de distribution d'énergie calorifique pour l'alimentation en chauffage et en eau chaude sanitaire de la zone d'habitat de Pracomtal**

Ce service public a été confié à la société DALKIA par contrat de concession en date du 23 janvier 2002 conclu pour une durée de vingt-quatre (24) ans avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Ce rapport est établi au titre de l'année 2020 conformément aux dispositions de l'article 8.2 du contrat précité et de l'article L.1411-3 du C.G.C.T.

En application de l'article L.1413-1 du C.G.C.T., ce rapport annuel du délégataire est soumis à l'examen de la Commission qui est appelée à faire part de son avis.

**QUESTION :**

L.FANUCCI : Lorsqu'un utilisateur de chauffage urbain a une variation de + de 8% alors que les autres sont tous à la baisse, quelles actions sont réalisées ?

**RÉPONSE :**

S. BEYSSIER : Le délégataire ne couvre pas la gestion des bâtiments des utilisateurs.

**QUESTION :**

L.FANUCCI : Pourquoi parle-t-on de vente d'électricité ?

**RÉPONSE :**

S. BEYSSIER : La cogénération est le fait, pour le site de Pracomtal, de produire de l'électricité avec un moteur au gaz. Le refroidissement de ce moteur est en eau et c'est cette eau qui chauffe les bâtiments. L'électricité produite est revendue pour le réseau d'électricité national.

**QUESTION :**

**F. CAPMAL :** Que représente la part de vente d'électricité ?

**RÉPONSE :**

Délégataire : Environ 50% de la recette financière annuelle de la délégation.

**QUESTION :**

**F. CAPMAL :** L'installation a-t-elle des pannes et quelles conséquences ?

**RÉPONSE :**

Délégataire : Aucune panne en 2020.

**QUESTION :**

**N. GRAVÉS :** Y a-t-il des panneaux solaires pour améliorer l'efficacité de l'ensemble ?

**RÉPONSE :**

Délégataire : Non, cette disposition n'a pas été envisagée dans la délégation.

**QUESTION :**

**L.FANUCCI :** Et en cas de panne, quel délai d'intervention ?

**RÉPONSE :**

**S. BEYSSIER :** Il n'a rien de contractuel sur ce point mais ce type d'installation dispose d'alarme avec des reports.

**N. GRAVÉS :** « S'il n'y a pas de question, je vous propose de constater que la Commission a pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public de production et de distribution d'énergie calorifique pour l'alimentation en chauffage et en eau chaude sanitaire de la zone d'habitat de Pracomtal au titre de l'année 2020 et de passer à l'examen du rapport du délégataire du service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire.

Avis de la C.C.S.P.L. : la commission déclare avoir pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public de production et de distribution de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire de la zone d'habitat de Pracomtal au titre de l'année 2020.

**5 – Rapport du délégataire du service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire**

La Ville de Montélimar a confié la construction et l'exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire à la société ATRIUM par contrat de délégation de service public du 24 janvier 2011 et son avenant n°1 du 22 décembre 2016, pour une durée de 25 ans à compter de la date de mise en service des installations intervenues le 1<sup>er</sup> juin 2015.

Par avenant n°2 du 29 mai 2018 le contrat de délégation susvisé a été transféré à la société OGF qui a acquis cent pour cent des actions de la société ATRIUM.

Ce rapport a été établi pour l'année 2020 conformément aux dispositions des articles 47, 48, 49 et 50 du contrat précité et de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

En application de l'article L.1413-1 du C.G.C.T., ce rapport annuel du délégataire est soumis à l'examen de la Commission qui est appelée à faire part de son avis.

**QUESTION :**

F. BAYLE : Comment est calculé le tarif pour les frais de siège ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : C'est un taux fixe qui s'applique sur tous les sites du groupe.

**QUESTION :**

L.FANUCCI : Y-a-t-il une collecte des résidus non brûlé type prothèse, etc... et quel est leur utilisation ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : Les déchets métalliques sont collectés par l'entreprise ORTHOMETAL qui rachète ces éléments métaux précieux type Titane, soit 3 à 4000 € environ pour le site.

Le Groupe OGF réserve ces sommes dans le cadre d'appel à projet pour les associations aidant les personnes touchées par un décès.

**QUESTION :**

F. CAPMAL : demande si la société JAMLAU fait partie de ces bénéficiaires ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : Les dépôts de dossiers de candidature sont fixés fin mai 2021 et les bénéficiaires ne sont connus qu'à l'issue de cette procédure.

**QUESTION :**

L.FANUCCI : Les tarifs des crémations sont libres ou est-ce un forfait ?

**RÉPONSE :**

Déléataire : Le marché avec la Ville fixe le prix avec une actualisation sur toute la durée de la délégation. Les prix sont donc fixés et varient peu.

N. GRAVES : « S'il n'y a pas de question, je vous propose de constater que la Commission a pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire établi au titre de l'année 2020 »




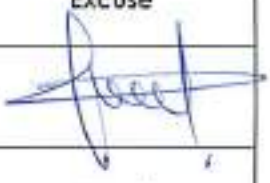


Avis de la C.C.S.P.L. : la commission déclare avoir pris acte du contenu du rapport du délégataire du service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire établi au titre de l'année 2020.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance de la C.C.S.P.L. est levée à 17h30.




La Commission Consultative des Services Publics Locaux composée comme suit :

**A – Membres à voix délibératives :**

Nom et Prénom	Qualité	Signature
Mr Norbert GRAVES	Président par Délégation Conseiller Municipal Spécial	
Mr Jacques ROCCI	Conseiller Municipal	
Mme Demet YEDILI	Conseillère Municipale	
Mme Catherine MATSAERT	Conseillère Municipale	Excusée
Mr Jérôme BAUTHÉAC	Conseiller Municipal	Excusé
Mme Françoise CAPMAL	Conseillère Municipale	
Mr Christophe ROISSAC	Conseiller Municipal	Excusé
Mme Pauline FIRMAN	Présidente « Association Comité des Fêtes Saint James »	
Mr Alain AUTHEMAN	Président UNRAP « Les Naugalous »	Excusé
Mr Louis FANUCCI	Président « Association Syndicale libre Domaine du Vallon »	
Mr Fabrice ZANGLA	Président « Association 600 Commerces »	Absent

7/11

**B – Personnes invitées avec voix consultative :**

Nom et Prénom	Qualité	Signature
Mr Cyrille AUBRY	SODEXO – restauration scolaire	
Mr Claude CHAMBARD	DALKIA	Excusé
Mr Julien DAMIAN	DALKIA	Excusé



Mme Marie - Anne GALAUP	DALKIA	
Mr Thomas MONTAGNIER	SAUR	Excusé
Mr Guillaume GONZALEZ	SAUR	
Mme Chrystel BARTHELEMY	OGF	Excusée
Mr Florian JARRY	OGF	Excusé
Mme Aurore DELIBEROS	OGF	Excusée
Mme Catherine RODRIGUES	OGF	
Mme Emmanuelle RISBOURG	DGA	Excusée
Mr Nicolas MEOLI	DGA	Excusé
Mr Hervé HOSTACHY	Directeur du DCPAJ	Excusé
Mr Pierre PELLET	Directeur du pôle Aménagement et Développement	Excusé
Mr Xavier RANCHON	Directeur du pôle Solidarité	
Mr Yves TANI	Directeur du pôle Ressources	Excusé
Mr Stéphan BEYSSIER	Direction des Bâtiments - Bureau d'étude	
Mr Thomas BADIN	Direction du Cadre de Vie - Bureau d'étude	
Mr Frédéric BAYLE	Service Cimetières	

Sophie GADANHO

SAUR

